



COMMUNIQUÉ DE PRESSE – ANNEMASSE, 25 MAI 2022

JOURNÉE MONDIALE DE L'HYGIÈNE MENSTRUELLE

WECF France pour des règles plus saines, plus durables et plus égalitaires !

Le 28 mai est décrété Journée mondiale de l'hygiène menstruelle, l'occasion pour WECF France de rappeler son engagement pour le droit à des règles saines et dignes pour toutes ! Discrimination à l'école, accès aux protections hygiéniques, précarité menstruelle, toxicité des produits, taxe tampon etc... les règles sont au cœur de multiples problématiques, sanitaires, économiques, politiques, environnementales. Le prix, les substances utilisées dans les

protections, sans compter les tonnes de déchets générés, constituent des menaces pour les droits des femmes, leur santé et l'environnement.

En tant qu'organisation écoféministe internationale, WECF France s'engage à l'échelle nationale et internationale, en tant que membre du réseau international écoféministe WECF international, pour garantir à toutes des règles plus saines, plus durables et plus égalitaires.

TROP DE SUBSTANCES TOXIQUES DANS LES PROTECTIONS PÉRIODIQUES...

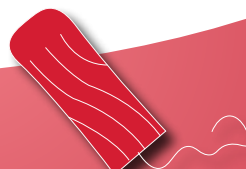
On n'ignore plus que les serviettes, tampons, cups, culottes menstruelles... sont des produits dont la composition pose question, présentant des concentrations en produits chimiques indésirables suspectées d'avoir un impact sur la santé. Des substances indésirables (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques, perturbateurs endocriniens, glyphosate, lindane, dioxines, nanoparticules d'argent, chlore...) ont été identifiées dans les divers produits proposés sur le marché. Certaines sont suspectées de provoquer des cancers, d'autres sont des perturbateurs endocriniens interagissant négativement avec le système hormonal (problèmes reproductifs, obésité, problèmes thyroïdiens). Enfin, outre des allergènes et irritants, il y a aussi la présence d'éléments antibactériens, qui accentuent les phénomènes d'antibiorésistance.

Les emballages ne font pas mention de la présence de ces substances préoccupantes ou controversées. Les utilisatrices ne sont ainsi pas informées que des produits toxiques entrent en contact plusieurs jours par mois avec leurs muqueuses génitales, particulièrement sensibles.

Avec un nombre de 11 000 protections utilisées tout au long de la vie, les femmes subissent donc une exposition prolongée à ces substances dont on ignore à long terme les conséquences sur la santé.

... ET TROP DE DÉCHETS ET DE PLASTIQUE POUR L'ENVIRONNEMENT !

Les protections périodiques à usage unique constituent aussi un important fardeau écologique. 22 protections périodiques sont en moyenne utilisées au cours d'un cycle. Multipliées par 2340 jours de règles, cela équivaut à près de 120 kgs de déchets par an. Au niveau mondial, 45 milliards de serviettes hygiéniques sont jetées chaque année. Les protections hygiéniques jetables contiennent des matières plastiques non biodégradables et non recyclables, qui se transforment en microplastiques, nocifs pour les écosystèmes aquatiques et terrestre. Une persistance de plusieurs centaines d'années dans l'environnement après la fin de leur courte utilité.



QUELQUES CHIFFRES

11 000
PROTECTIONS
HYGIÉNIQUES
utilisées au cours de la vie d'une femme



2 millions
de femmes n'ont pas accès aux
PROTECTIONS
NÉCESSAIRES



120 kg de déchets
par an produits par l'utilisation de
PROTECTIONS
HYGIÉNIQUES

RÈGLES ET PRÉCARITÉ MENSTRUELLE : DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES PERSISTANTES !

En France, 2 millions de femmes et jeunes filles rencontrent des difficultés pour se procurer des protections nécessaires pour vivre dignement leurs règles.

Même si de plus en plus de municipalités rendent disponibles gratuitement des protections dans les établissements publics, cela reste insuffisant. A ce jour, trop peu de mesures sont prises. Or elles sont indispensables pour lutter contre les inégalités.

Quant au prix, la TVA des produits menstruels est trop élevée, car ils ne sont pas considérés comme des produits de première nécessité. Face à cette importante inégalité entre hommes et femmes, le Parlement de l'UE a invité les états membres à réduire leur TVA sur ces produits, voire à la supprimer.

POUR DES RÈGLES SANS TOXIQUES ET SANS INÉGALITÉS : AGISSONS !

La France et l'Union européenne peuvent agir en prenant les dispositions législatives appropriées pour un accès à toutes à des protections sans toxiques.

- **Nous demandons** que les substances toxiques soient interdites dans les protections périodiques et que les fabricants soient transparents sur les composants des protections périodiques.
- **Nous demandons** que les protections périodiques appartiennent à des dispositifs législatifs spécifiques comme d'autres produits de consommation courante (les cosmétiques, les aliments, les dispositifs médicaux). Cela permettrait en outre un contrôle systématique des produits préoccupants ou toxiques ajoutés aux protections périodiques par des instances scientifiques.
- **Nous demandons** un étiquetage responsable et fiable pour permettre un choix éclairé dans l'achat des produits hygiéniques.
- **La lutte contre la précarité menstruelle doit s'intensifier à plusieurs niveaux :**
 - Par une fiscalité moins inégalitaire qui supprime la TVA sur les protections périodiques à usage unique et réutilisable ou l'abaisse au niveau des produits de première nécessité.
 - Par la mise à disposition de protections périodiques dans les établissements publics. Ces protections doivent être choisies pour leur non-toxicité.
- Pour réussir la transition dans le domaine de la santé menstruelle, et stopper l'impact écologique désastreux, il est désormais indispensable de faire **la promotion et la démonstration de l'usage des produits réutilisables.**

**CES MESURES CONCRÈTES SONT NÉCESSAIRES POUR ENGAGER LA TRANSITION
VERS DES RÈGLES PLUS SAINES, PLUS PROTECTRICES DE L'ENVIRONNEMENT ET PLUS ÉGALITAIRES !**

Contact : wecf.france@wecf.org

Lucas Bouvier, Chargé de communication
lucas.bouvier@wecf.org - +33 7 56 27 92 21

Sylvie Platel, Responsable plaidoyer Santé-environnement
sylvie.platel@wecf.org - +33 6 60 38 20 60

Wecf France est l'antenne française de Wecf, Women Engage for a Common Future, réseau international écoféministe d'organisations dont le but est de « construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable ».

Depuis sa création en 2008, Wecf France travaille sur des thématiques majeures comme la santé environnementale, la lutte contre le changement climatique, la qualité de l'alimentation, l'accès à l'eau et à l'assainissement avec, pour chacune, le souci de lutter contre les inégalités de genre et de protéger les populations les plus vulnérables en particulier les femmes enceintes et les enfants.